



**Enquête** L'« école du futur » d'Emmanuel Macron à l'épreuve du terrain // P. 11

# enquête A l'école chamboule-tout d'Emmanuel Macron

**ÉDUCATION** // Il y a un an, le président appelait à une « révolution copernicienne » à l'école, privilégiant les initiatives de terrain et l'autonomie. Le chantier avance à petits pas, laissant encore une majorité d'établissements hors de la démarche.

Marie-Christine Corbier

**O**n a inventé une nouvelle école. » En cette fin juin, dans une cour de récréation des quartiers nord de Marseille, Emmanuel Macron discute avec des directeurs d'écoles « innovantes », et il se félicite. A quelques jours de la rentrée scolaire, où en est ce chantier d'« école du futur » annoncé le 2 septembre 2021 en même temps que le plan « Marseille en grand » ? A l'époque, le cabinet de l'ex-ministre Jean-Michel Blanquer avait découvert en direct une partie des annonces. « On ne peut pas demander à l'Education nationale de se réformer elle-même, décrypte un expert. Il fallait une impulsion extérieure pour poser un autre regard et lancer un chamboule-tout. »

En août 2022, le chef de l'Etat explique ainsi aux recteurs que « la verticalité » n'est plus de mise. Il veut « une vraie révolution copernicienne », des projets qui partent « du terrain », plus d'autonomie et moins de circulaires. Il faut « faire péter les carcans de l'école », traduisent les défenseurs du projet. Quitte à se tromper – le président de la République n'a-t-il pas revendiqué un « droit à l'erreur » ?

L'ex-instituteur devenu préfet Christian Abrard est la pièce maîtresse d'Emmanuel Macron dans la cité phocéenne. Il copilote aussi le Conseil national de la refondation

de l'école, doté d'un fonds d'innovation pédagogique de 500 millions d'euros pour le quinquennat. « A Marseille, on a cassé le modèle de tables alignées avec le bureau du professeur face aux enfants », s'enthousiasme l'intéressé, en vantant les mérites de la classe « flexible » et de son mobilier sur roulettes. Avec 82 « écoles innovantes », la deuxième ville de France est la vitrine du projet présidentiel : laboratoire de mathématiques, classes de cycle (CP-CE1-CE2, par exemple) qui remplacent les anciennes classes de niveau, projet bilingue pour lier scolaire et périscolaire...

Les moyens accordés à la collectivité sont importants : 2,5 millions issus du ministère et 30 millions sur cinq ans du secrétariat général pour l'investissement (SGPI) – rattaché à Matignon. A Marseille, « la fusée n'est pas encore partie, mais le moteur chauffe », souffle un acteur du projet. « Le risque, c'est que le chantier de rénovation d'écoles délabrées prenne le pas sur celui de l'innovation pédagogique, redoute toutefois un haut fonctionnaire. Car la mairie veut un maximum d'écoles refaites d'ici aux prochaines élections municipales. »

## Equipe psychiatrique et coachs professionnels

« Il y a Marseille en Grand... et Mulhouse en

mieux », plaisante le recteur de l'académie de Strasbourg, Olivier Faron, qui souhaite s'inspirer de l'expérience phocéenne. Son projet Ambitions Mulhouse est l'un des dix-huit lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt du SGPI consacré à l'innovation dans la forme scolaire. Le directeur du projet, Sébastien Foissier, attend pour cet automne les 7 millions annoncés sur cinq ans ; 23.000 enfants sont concernés (8 collèges, 8 lycées et 54 écoles). Le dispositif est ciblé sur « les élèves hautement perturbateurs » – environ 600, selon l'agence régionale de santé. « Mulhouse, c'est par endroits du Ken Loach, avec des quartiers véritablement dégradés socialement », déplore le recteur, en évoquant les films du réalisateur britannique. Certains projets font « rêver », confie une enseignante, comme d'avoir une équipe d'intervention en médecine psychiatrique d'urgence dans les établissements. Encore faudra-t-il disposer de ressources pour cela. Des « coachs professionnels » doivent aussi former les professeurs de maternelle à faire face à des élèves « hautement perturbateurs, parfois dès la moyenne section ».

L'objectif est de former les enseignants à la prise en charge de la difficulté, au lieu de l'externaliser. L'opérateur du ministère Réseau Canopé s'occupe des formations. Elles emmènent parfois les professeurs jusqu'en





Finlande, pays présenté comme exemplaire. Cela a été le cas au collège de Juniville, dans les Ardennes, dont les bâtiments vieillissants jouxtent le silo de cette commune rurale. Les 7 millions promis seront répartis dans tout le département.

### Cours sans chaussures

A Juniville même, la dotation servira à adapter le bâti scolaire et à passer à la vitesse supérieure en matière d'innovation pédagogique. Le projet y est né en 2020, après le confinement. Des « parcours libres » ont peu à peu remplacé l'enseignement frontal. En cours de mathématiques, les élèves choisissent, comme au ski, d'emprunter la piste bleue, rouge, verte ou noire, selon leur niveau. « *Le climat scolaire est plus apaisé* », assurent les enseignants. « *L'avantage, c'est aussi qu'on peut discuter quand on a fini* », sourit Adèle, élève de 6<sup>e</sup> qui partage un « ilot » avec Violette, et vient de finir sa « piste bleue ». Son enseignante voudrait regrouper deux classes dans une même salle et y intervenir avec une autre professeure, pour laisser certains élèves « *en autonomie* » et consacrer plus de temps à ceux qui sont en difficulté.

Dans l'établissement, on a aussi testé les cours sans chaussures. « *En Finlande, les élèves voient leur école comme un lieu de vie où ils se sentent chez eux* », explique Céline Jadot, professeure de sciences et vie de la Terre. Mais le « rêve » finlandais est parfois difficile à transposer – « *Les jours de pluie, il y a de l'eau partout* »... Et peu d'élèves ôtent leurs chaussures. Augustin, élève de 5<sup>e</sup>, raconte : « *Je ne l'ai fait qu'une fois, mais c'était un calvaire pour moi et les autres, parce que je pue des pieds !* » Le principal, Hervé Théret, espère recevoir les fonds cet automne. Les enseignants, eux, s'impatientent. « *L'argent finira bien par arriver un jour mais je n'y crois plus*, lâche Lise Gobert, professeure de mathématiques. *Ce projet nous a demandé des heures et des heures, pour se justifier, refaire des plans de classe, etc. On en a marre de ramer et de pleurer pour des crayons.* » Il y a un an, Emmanuel Macron avait pourtant prévenu : « *Si les gens s'engagent mais qu'ils attendent un an et demi pour avoir le matériel, on les perdra.* »

Les plus fervents défenseurs de l'« école du futur » y croient, malgré tout. « *C'est le réveil du mammoth !* s'enthousiasme Olivier Vandard, directeur adjoint auprès du secrétariat général pour l'investissement. *L'ambition du président est en train de se réaliser.* » Et le nouveau ministre de l'Éducation natio-

nale, Gabriel Attal, a promis d'étendre ailleurs l'expérimentation marseillaise.

### « Injecter un virus dans l'Éducation nationale »

Le financement des grands projets éducatifs, initialement prévu à hauteur de 250 millions sur cinq ans, a cependant été raboté. L'enveloppe finale sera de 100 millions pour dix-huit projets, de Marseille à Roubaix en passant par Boulogne-sur-Mer et Mulhouse. « *On n'a jamais mis autant sur l'innovation dans la forme scolaire* », défend Olivier Vandard. L'idée est « *littéralement de hacker l'école et d'injecter un virus dans l'Éducation nationale pour faire autrement* », commente un expert.

Ces quelques très grands projets sont les coulisses de « l'école du futur ». Leur caractère suscite parfois des inquiétudes. C'est le cas du dispositif Lisa du groupe Iféa – un outil de « repérage » des besoins des élèves à destination des professeurs, explique son fondateur, Elie Rotenberg. A Mulhouse, des enseignants se sont inquiétés d'un risque de « *fi-chage* ». « *Il est hors de question d'en arriver là* », rassure le rectorat, qui veut « *mettre les élèves hautement perturbateurs en situation de réussite* ». Embryonnaire à Mulhouse, Lisa a été lauréat en juin d'un appel à manifestation d'intérêt pour l'Île-de-France. Elie Rotenberg prévoit de déployer sa plateforme numérique dans 230 établissements pilotes, pour 80.000 élèves concernés et 7.000 enseignants formés. Mais l'utilisation par des établissements publics d'un outil développé par une entreprise privée pour ses propres écoles, sous contrat et hors contrat, interroge.

Autre initiative venant du privé, celle de la start-up ProfessorBob.ai, baptisée « Bien à l'école ». Elle repose sur une pédagogie « *ultradifférenciée* » visant à lutter contre le décrochage grâce à l'intelligence artificielle. Le projet associe 16 edtechs et 14 autres entreprises. Huit académies sont concernées.

### « L'école ne peut pas être une citadelle éducative »

L'exécutif préfère toutefois, paradoxalement, mettre en avant une vitrine plus modeste et diffuse, avec des projets financés par les 150 millions du fonds d'innovation pédagogique prévus pour 2023. Seuls 40 ont été à ce jour dépensés. Derrière les 2.600 projets validés qui touchent 850.000 élèves (sur 12 millions), on trouve des élèves qui simulent des figures géométriques avec leur corps

sur une musique de Michael Jackson (Val-de-Marne), un logiciel d'aide à la lecture supervisé par des chercheurs (Ille-et-Vilaine) ou encore un projet pour emmener une nuit en montagne des écoliers de Haute-Savoie qui ne connaissent pas le milieu qui les entoure.

Le secrétaire général du principal syndicat de chefs d'établissement (SNPDEN), Bruno Bobkiewicz, se réjouit de cette manne financière. « *Mais ce serait présomptueux de parler d'école du futur et de dire que cela va révolutionner le monde de l'Éducation nationale* », ajoute-t-il. Ce scepticisme s'entend aussi chez des recteurs. « *L'innovation et l'ouverture vers l'extérieur font peur et il manque un esprit collaboratif* », confie l'un d'eux. Les projets restent « *très scolaro-centrés* », regrette quant à lui Gabriel Fraga, vice-président de l'Association nationale des directeurs et des cadres de l'éducation des villes. « *L'école ne peut pas être une citadelle éducative ; les collectivités doivent être des partenaires, pas seulement des prestataires* », plaide-t-il.

« *Comment avoir cette dynamique territoriale avec une logique budgétaire jacobine et descendante ?* interroge un consultant. *Ce n'est pas en disant qu'on va "faire péter les carcans de l'Éducation nationale" qu'on y arrivera. Cela va juste raidir les enseignants, à commencer par le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU.* » Ce dernier déplore une démarche qui « *institutionnalise les inégalités territoriales* », les projets devant être portés par des professeurs qui s'engagent dans le nouveau « pacte » enseignant qui doit les rémunérer pour cet investissement.

« *Verra-t-on un jour, faute d'argent, les projets lancés stoppés ?* » se demandent certains. « *Des parents dont les écoles ne reçoivent rien parce qu'elles n'ont soumis aucun projet sont inquiets* », dénonçait en avril la sénatrice socialiste Marie-Pierre Monier, en jugeant le procédé « *contraire aux principes républicains* ». « *Ce qu'auront fait les premiers de cordée [permettra] de convaincre d'autres* », affirme au contraire le numéro deux du ministère, Edouard Geffray.

Et puis, doit-on vraiment voir dans l'évolution en cours le fruit de la « *révolution copernicienne* » brandie par le chef de l'État ? « *On ne fait rien de révolutionnaire*, lâche Sylvain Bruyère, professeur d'histoire-géographie à Juniville. *La révolution, c'est Célestin Freinet qui l'a faite !* » Ce pédagogue du début du XX<sup>e</sup> siècle « *a montré qu'on pouvait changer le temps scolaire, le fonctionnement, la posture*



de l'élève et de l'enseignant », explicite-t-il.

Emmanuel Macron a, lui, déjà ouvert un autre chantier, celui du calendrier scolaire, notamment des vacances. ■

**« Ce n'est pas en disant qu'on va "faire péter les carcans de l'Education nationale" qu'on y arrivera. Cela va juste raidir les enseignants. »**

UN CONSULTANT

**« A Marseille, on a cassé le modèle de tables alignées avec le bureau du professeur face aux enfants. »**

CHRISTIAN ABRARD

Préfet chargé du volet pédagogique de Marseille en grand



Emmanuel Macron à Marseille, fin juin, relance son projet éducatif. Photo Guillaume Horcajuelo/pool/AFP

